Le Venezuela bombardé

Barak Obama avait le 8 mars 2015, signé un décret qualifiant le Venezuela de "menace inusuelle et extraordinaire à la sécurité nationale et à la politique extérieure des États-Unis ". Il n'a pas précisé la nature de cette menace...

Notre association est née à cette époque , entre 2014 et 2015, notre charte a été écrite fin 2014. L'appellation *« Mouvement pour un socialisme du 21è siècle »* vient d'une déclaration de Hugo Chavez en 2006 lors du Forum Social Mondial à Caracas. Il a dit lors de son meeting de clôture *« Il faut inventer le socialisme du 21ème siècle...».* Cette expression nous a immédiatement séduit, nous l'avons adoptée et depuis lors, nous sommes sensibles à tout ce qui se passe au Venezuela. Nous exprimons notre solidarité indéfectible avec le peuple de la République bolivarienne du Venezuela.



Nicolas Maduro et son épouse Cillia Florès ont été kidnappés. Maurice Lemoine, journaliste spécialiste de l'Amérique latine, rédacteur en chef au Monde Diplomatique de 2006 à 2010, vient de publier un article de 24 pages sur le site « Mémoires des Luttes » qui relate cet événement considérable, ses origines et ses conséquences :

https://www.medelu.org/Liberez-Maduro

Nous avons pensé faire un résumé de cet article pour les gens pressés mais néanmoins curieux et avides de vérité...

Le bombardement de la capitale Caracas, dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026 qui a fait une centaine de morts nous a indigné. Pourquoi bombarder un pays pacifique sans raison ? Et on apprend que le Président Maduro et son épouse, Cilla Florès, ont été enlevés, transférés dans

une prison à New York comme de vulgaires malfaiteurs ! Ils sont accusés d'être des narco-trafiquants...un prétexte sans fondement.

Pourquoi les États-Unis s'acharnent-ils contre le Venezuela ?

* La première raison est économique. Le Venezuela possède les plus importantes réserves mondiales - prouvées - de pétrole et de gaz. Avant l'élection de Hugo Chavez en 1998, les Etats-Unis importaient depuis ce pays 1/3 de leur consommation : trajet de 4 à 5 jours contre 40 à 45 depuis le Moyen-Orient, ce qui réduit considérablement les coûts de transport. Exxon Mobil et Chevron en étaient les principaux exploitants depuis le début du XXè siècle. En 2001, Hugo Chávez a promulgué la loi sur les hydrocarbures qui affirme la propriété étatique de toutes les réserves de pétrole et de gaz et réserve les activités d'exploration et d'extraction aux entreprises publiques, mais autorise les entreprises privées, y compris étrangères, à participer au raffinage et à la vente aux conditions votées par le gouvernement vénézuélien.

Dans la foulée de la création de l'OPEP, qui sous impulsion vénézuélienne revendiquait alors un *« nouvel ordre économique mondial »* – Caracas décidait de *« nationaliser des actifs d'ExxonMobil, Shell et Chevron au Venezuela »*, rappelle Gabriel Zucman. Un « outrage » que Donald Trump, entend « réparer », quelles qu'en soient les conséquences nationales, régionales et internationales ; il a été très clair en déclarant *« Ils* (les Venezueliens) *nous ont pris nos droits pétroliers. Nous avions d'énormes intérêts là-bas (...) Et nous voulons les récupérer. »*

* La deuxième raison est idéologique : le chavisme est proche du castrisme de Cuba et du sandinisme du Nicaragua. Ces 3 pays sont, pour les États-Unis, de très mauvais exemples qu'il faut éradiquer...De nombreuses tentatives eurent - et ont encore pour but - d'anéantir ces « régimes » que Donald Trump n'hésite pas à qualifier de communistes. Et de traiter leurs dirigeants de dictateurs sanguinaires.
En 2002, à Caracas, une première tentative de coup d'état a échoué en deux jours grâce à la mobilisation populaire et à l'armée restée loyale ; en 2004 les États-Unis exercèrent des pressions sur la direction corrompue de la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne (PDVSA) afin qu'elle déclenche une grève et nuise ainsi à l'économie du pays. Hugo Chavez a licencié les dirigeants corrompus et les travailleurs reprirent le contrôle de l'entreprise. En 2005, l'ONG d'opposition *Sumate* de Maria Corina Machado organisa un référendum révocatoire contre Hugo Chavez - ce qui est prévu dans la constitution (Capitulo IV, art. 72)[(1)]- . Mais ce fut un échec, le NON à la révocation ayant obtenu 59 % des suffrages exprimés.
Les Etats-Unis ont soutenu et financé les meurtrières manifestations de rue *« les guarimbas »[(2)] en 2014 et 2017,* dénommées par la presse bourgeoise de *– révoltes-du peuple-martyrisé-par-le pouvoir- du-dictateur-Maduro-*. Le 23 janvier 2019 , le député d'opposition Juan Guaido s'est autoproclamé président de la République bolivarienne du Venezuela.

* La troisième raison est stratégique. Dès son arrivée au pouvoir, Hugo Chavez a entrepris de réactiver l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) afin de faire remonter le prix du baril tombé très bas - en 1998 moins de 10 dollars -. Puis il reprend le projet de Simon Bolivar d'une "Grande Colombie" en mettant sur pied des alliances et des accords d'intégration avec les pays voisins (UNASUR, CELAC, ALBA) [(3)] . Il met en échec le

projet étatsunien d'un accord de libre-échange (ALCA ou ZLEA) de l'Alaska à la Terre de Feu.
Enfin il signe l'accord commercial Petro Caribe [4] .

Maduro dictateur ?

C'est ce que l'on entend partout, dans la presse officielle, à la radio et sur les plateaux de télévision...Même à « gauche » chez les trotskistes, les socio-démocrates, les anarchistes...les mots « dictateur » ou « autoritaire » ou « répressif » continuent d'être accolés au nom du président Maduro. Pour les syndicats, (CTV OU CUTV)[5] le « madurisme » est accusé de tous les maux du néolibéralisme à l'autoritarisme, en passant par une féroce répression des travailleurs. Bref, sur tous les sujets, Maduro est diabolisé. Peut-on appeler *dictature* un pays qui a organisé 35 scrutins depuis 1998 dont un référendum en 2018 pour modifier la constitution ? Le chavisme n'a perdu que deux élections mais il n'a jamais gagné avec des scores à la « « soviétique ».
Nicolàs Maduro a été réélu en juillet 2024 avec 51,2% des voix devant son principal adversaire qui a récolté 44,2% des suffrages et ce malgré une conspiration savamment orchestrée par les États-Unis pour délégitimer le processus électoral vénézuélien. Au Venezuela, il existe des journaux, des radios et des partis d'opposition qui présentent des candidats à chaque élection : il y a des gouverneurs, des maires, des députés appartenant aux partis d'opposition.
Aux dernières élections présidentielles du 28 juillet 2024, il y a eu 11 candidats et sept candidats de droite modérée ont accepté le résultat final. Mais l'opinion publique mondiale a été conditionnée à croire que l'opposition devait gagner largement ; ce message fut martelé pendant des mois, par les médias, les organismes de sondage, les réseaux sociaux et les chroniqueurs de droite du monde entier ainsi, si Maduro était déclaré vainqueur, ce ne pouvait être que par la fraude.
Si bien que la plupart des pays occidentaux ne reconnait pas Nicolàs Maduro président du Venezuela.
Mais ce qui est le plus remarquable c'est la démocratie directe qui s'applique dans de nombreuses communes rurales et dans les quartiers des villes. Le gouvernement de Maduro a décentralisé - ou plus précisément, transféré - le pouvoir vers les organisations populaires : les conseils communaux et les communes . Est-ce là le geste d'un dictateur - donner pouvoir et reconnaissance aux organisations du peuple ? On compte 49 000 conseils communaux, regroupés en plus de 5 000 Communes , la démocratie participative est en construction.

Lire : communes et communards du Venezuela

Nicolas Maduro chef de gang ?

Nicolás Maduro a succédé à Hugo Chávez mort prématurément en 2013. Le Venezuela est soumis depuis dix ans à une guerre multiforme dévastatrice – économique, financière, diplomatique, médiatique et désormais militaire**.** Le déploiement, en août 2025, de la marine yankee en Mer des Caraïbes pour « neutraliser » les convoyeurs de drogue s'est traduit par le bombardement de dizaines de petites embarcations, syle bateaux de pêche, provoquant la mort d'une centaine de personnes. Sans sommations, sans vérifier les identités des occupants, sans inspecter les cargaisons, les *« Marines »* envoient des bombes.

De la pure piraterie et cerise sur le gâteau, Nicolàs Maduro serait le chef de divers gangs de trafiquants de drogue.
Trump lui-même a vite été obligé d'abandonner cette fable. Tous les services de renseignements ont démontré que le Venezuela n'est pas producteur de drogues, que les circuits d'approvisionnement ne passent pas par le Venezuela.

Mais si l'armada est restée positionnée en Mer des Caraïbes où elle a déjà arraisonné deux pétroliers transportant du pétrole vénézuélien afin de priver Cuba de carburant,
on sait maintenant que sa présence, pendant quatre mois, lui a permis la détection, l'étude et la reconnaissance des systèmes de protection, une cartographie électromagnétique complète du corridor Miranda-Aragua [(6)]. A l'heure H, dans ce corridor, et avant même de comprendre ce qui se passait, la défense vénézuélienne avait perdu toute capacité d'action.

Enlèvement de Maduro et de son épouse **:** les réactions à cet acte de piraterie

En Amérique latine

Les gouvernements d'Argentine, du Paraguay, du Panamá, de Bolivie, d'Equateur et du Pérou ont appuyé Washington et cloué Caracas au piloris.
L'Argentin Javier Milei célèbre la *« capture »* de Maduro. Le Président de l'Equateur Daniel Noboa salue l'effondrement de la structure des *« narco-criminels »* alors que lui-même gros producteur et exportateur de bananes sait que de la drogue voyage cachée dans les régimes de bananes pour arriver aux Etats-Unis ou en Europe…

A gauche – c'est-à-dire au Brésil, à Cuba, en Colombie, au Honduras et au Mexique principalement – la situation inquiète, quand elle ne scandalise pas. Même le Chili du très tiède « social-démocrate » Gabriel Boric, exprime sa *«profonde préoccupation ».*

En France

E. Macron se félicite : *« Le peuple vénézuélien est aujourd'hui débarrassé de la dictature de Nicolás Maduro et ne peut que s'en réjouir.»* Son ministre des affaires étrangères, Jean Noël Barrot a essayé de rectifier le tir en déclarant que l'opération américaine *"contrevient au principe de non-recours à la force qui fonde le droit international".*
Manuel Valls : le Venezuela de Maduro est *« l'un des principaux nœuds logistiques du trafic mondial de cocaïne ».* Alors que cette thèse est très largement démentie par tous les experts et services de renseignement !
France Info : Le président *déchu...*
Non, il n'est pas déchu , il est séquestré par des gangsters étrangers et prisonnier de guerre d'un régime étranger totalitaire.
Franck Gaudichaud, professeur en histoire et études latino-américaines contemporaines, co-président de l'association France Amérique latine : *« La question est : A quel point les secteurs du madurisme ont participé à ce changement de régime en cours puisque la grande surprise c'est qu'il n'y a eu aucune résistance de la part des Forces armés bolivariennes.*
C'est FAUX !!!
Ce sont plus de 150 avions et hélicoptères ainsi que les unités d'élite de la Delta Force qui ont déferlé, à 2 heures du matin, sur Caracas. Des salves de missiles se sont abattues sur la

base aérienne de la Carlota et sur le complexe du ministère de la Défense, Fuerte Tiuna, à l'intérieur duquel se trouvait la résidence sécurisée du chef de l'Etat.
Résistance il y a bien eu. Héroïque, acharnée. Entre les hélicoptères en vol stationnaire, qui ne se baladaient pas, et la défense vénézuélienne, d'intenses échanges de tirs ont eu lieu. Trente-deux militaires internationalistes cubains et quarante-sept membres vénézuéliens du dispositif de sécurité sont tombés au combat en tentant de protéger le couple présidentiel. Et de nombreux blessés militaires et civils sont aussi à déplorer.

Et maintenant ?

Passé le moment d'intense stupeur, d'amples secteurs du chavisme prennent les places, descendent massivement dans les rues. Ils vont s'y relayer quotidiennement pour exiger le retour de leur « président-ouvrier ». Viennent aussi des soutiens des MST (Mouvement des Sans Terre) du Brésil …

Immédiatement après le rapt de Maduro, la vice-présidente Delcy Rodriguez prend la relève. Elle a déclaré :*« Ça fait mal, j'ai le cœur lourd d'avoir à assumer des responsabilités dans cette situation si complexe et dangereuse pour notre République. Nous n'avions jamais imaginé une telle situation. Même dans les scénarios d'attaque que nous avions envisagés, on n'imaginait pas qu'ils franchiraient cette limite en attaquant et en bombardant la capitale….."*Mais elle ajoute : Nicolàs Maduro est toujours notre Président et comme il le faisait depuis des années, Delcy présidente par interim appelle au dialogue avec Washington.

Avocate, figure de proue du chavisme et très proche de Maduro, Delcy a été ministre de la Communication et de l'Information (2013- 2014), des Relations extérieures (2014- 2017), présidente de l'Assemblée constituante pendant l'illégalité de l'Assemblée nationale (2017-2028), puis ministre de l'Economie, gérant le pétrole (2020-2024), en même temps que vice-présidente. Sœur de Jorge Rodriguez, président élu de l'Assemblée nationale, elle a eu un rôle capital dans le redémarrage de l'économie. Hélas elle va conduire le Venezuela avec un pistolet sur la tempe. Donald Trump ayant averti que si elle n'obéit pas aux ordres de Washington, son sort sera pire que celui de Maduro.

Source : https://www.medelu.org/Liberez-Maduro

Notes

(1) L'article 72 de la Constitution, déclare : « Tous les élus vénézuéliens peuvent faire l'objet d'un référendum révocatoire, si au moins 20% des électeurs inscrits sur les listes électorales dans la circonscription de l'élu concerné en font la demande en signant une pétition. En 2004, lors de la récolte des signatures pour obtenir les 20 % du corps électoral, des employés nous ont raconté qu'ils subirent des pressions de la part de leurs patrons employeur : *« Tu signes, sinon, je te vire ».*

(2) *Les Guarimbas* sont des barricades pour barrer les rues

(3) UNASUR : Union des Nations Sud-Américaines

CELAC : Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes
ALBA : l' Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique
est un traité commercial construit en opposition à l' ALCA (ou ZLEA Zone de Libre Echange des Amériques) promu par les Etats-Unis.

(4) PetroCaribe est un accord de coopération énergétique entre les pays pauvres des Caraïbes et le Venezuela. Celui-ci cède du pétrole à bas prix aux pays voisins dépourvus de ressources énergétiques (Cuba, La République dominicaine, la Dominique, Nicaragua …).

(5) CTV : Confédération des Travailleurs du Venezuela proche du patronat. A participé au coup d'état manqué de 2002. Reçoit des financements de la NED.

CTUV : Centrale Unitaire des Travailleurs du Venezuela. La *CTUV est affiliée à la FSM, la Fédération syndicale mondiale, qui rejette l'agression de l'impérialisme américain contre la nation vénézuélienne.*

(6) Corridor Miranda-Aragua : c'est une ligne ferroviaire